



[Parti vert libéral suisse](#)

Communiqué de presse

Sujet	Initiative «Cleantech»
Renseignements	Jürg Grossen, Conseiller national, Tél. +41 444 94 65
Expéditeur	Parti vert libéral suisse, Boîte postale 367, 3000 Berne 7 Tél. +41 31 322 60 57, E-mail suisse@vertliberaux.ch , www.vertliberaux.ch
Date	12 mars 2013

Les Vert libéraux approuvent l'initiative «Cleantech», mais exigent de mettre plus fortement l'accent sur la couverture des coûts réels et sur l'efficacité énergétique

Les Vert libéraux approuvent les objectifs définis par l'initiative «Cleantech» qu'ils ont soutenue aujourd'hui au Conseil national. Pour les Vert libéraux, il est essentiel que le potentiel des ressources énergétiques de la Suisse ainsi que le savoir-faire dans le domaine énergétique soient davantage mis en avant. Plutôt que de miser sur des subventions unilatérales, les Vert libéraux exigent d'abord que les coûts réels soient pris en compte dans le domaine de l'énergie. Il faut donner un juste prix aux émissions de particules dans l'atmosphère, idéalement par le biais d'une réforme fiscale écologique globale. Si les coûts réels étaient pris en compte aujourd'hui, les énergies renouvelables seraient déjà compétitives, l'utilisation efficace de l'énergie serait une évidence et les subventions s'avèreraient inutiles. Les Vert libéraux estiment ainsi qu'une réforme fiscale écologique est et doit être l'élément central pour mettre en oeuvre la stratégie énergétique 2050.

Au Conseil national, les Vert libéraux se sont prononcés aujourd'hui en faveur de l'initiative «Cleantech» qui a pour objectif d'assurer l'approvisionnement énergétique au moyen des énergies renouvelables et d'augmenter l'efficacité énergétique. A l'heure actuelle, l'approvisionnement énergétique de la Suisse dépend à près de 80% de l'étranger, alors que nous disposons des ressources suffisantes pour accélérer le tournant énergétique et en tirer profit sur le plan économique.

Dans l'objectif de réussir ce revirement énergétique, les Vert libéraux saluent les mesures exigées par l'initiative «Cleantech», qui ont pour but de promouvoir l'innovation dans le domaine de l'énergie et de lancer des investissements privés et publics au profit des énergies renouvelables et d'une plus grande efficacité énergétique. Plutôt que de miser sur des subventions unilatérales, les Vert libéraux exigent cependant que les coûts réels soient pris en compte. Il faut donner un prix aux émissions polluantes – idéalement par le biais d'une réforme fiscale écologique globale. Si les émetteurs de gaz polluants, de CO2 et de bruit devaient en payer le prix et si les exploitants des centrales nucléaires devaient s'assurer de façon appropriée pour les risques de leur technologie, alors les énergies renouvelables seraient déjà compétitives à l'heure actuelle et les subventions s'avèreraient inutiles.

La réforme fiscale écologique au cœur de la stratégie énergétique 2050

Pour les Vert libéraux, il est essentiel que la prise en compte des coûts réels et l'efficacité énergétique occupent une place centrale dans la mise en oeuvre de la stratégie énergétique 2050. A l'avenir, la prise en compte des coûts réels permettra la mise en oeuvre volontaire et sans pression étatique de mesures d'efficacité telles que l'utilisation d'appareils et de véhicules plus économes ou encore l'installation d'isolations thermiques et la construction de maisons à bilan énergétique positif. Au Conseil national, cet aspect fut résumé par le Conseiller national vert libéral Jürg Grossen: «Nous Vert libéraux exigeons une orientation nouvelle et la mise en place d'un frein à l'endettement pour les coûts externes liés aux émissions nocives, au bruit, aux coûts sanitaires et au mitage du paysage.»